

Meeting de Nantes, mardi 17 avril 2012

Discours de François BAYROU

Vous êtes très beaux ! Vous êtes très beaux, vous êtes très chaleureux et vous avez bien raison d'être là !...

Parce que c'est ici évidemment que nous allons partager la réflexion, la volonté, le choix d'un très grand nombre de Français et d'abord les Français des Pays de la Loire, d'abord des Nantais et de ceux quelquefois venus d'un peu plus loin dans l'Ouest et qui nous ont fait l'amitié d'être là.

Alors, je veux saluer les personnalités présentes. Je veux saluer Isabelle Loirat. Je veux saluer Maurice Perrion, Maire de Ligné, Conseiller général. Je veux saluer Laurent Gérard, Conseiller régional.

Je vais en oublier comme chaque fois, mais je vous préviens à l'avance des regards de "haine" qui me frapperont !... Je veux saluer Joël Guerriau, Sénateur de Loire-Atlantique, qui s'est exprimé avant moi à la tribune. Je veux saluer Bruno Joncour, Maire de Saint-Brieuc. Je veux saluer Jacqueline Gourault, Sénateur du Loir-et-Cher. Je veux saluer Jean-Claude Merceron, Sénateur de Vendée. Je veux saluer François Zocchetto, Président du groupe de l'Union centriste au Sénat, Sénateur de la Mayenne.

Et, bien sûr, je veux saluer Jean Arhuis, Président du Conseil général de la Mayenne, Sénateur de la Mayenne, qui, dans ses fonctions de Ministre de l'Économie, puis de Président de la Commission des finances du Sénat et très récemment de Rapporteur pour le Gouvernement français d'un rapport très important sur l'Euro et la Zone euro dont il vous a dit quelques mots, a été évidemment en première ligne des problèmes que nous évoquons ensemble.

J'ai oublié au passage, mais je ne veux pas manquer de le saluer, Yann Wehring, qui est notre porte-parole.

Tout à l'heure, je lisais un journal qui titrait à la Une : "La campagne insaisissable". Pour nous, c'est une campagne parfaitement saisissable. C'est une campagne parfaitement définie, c'est une campagne qui fixe avec précision ce qu'auraient dû être les débats du peuple français au moment d'arrêter les choix les plus importants de son avenir.

Pour nous, nous sommes entrés dans cette campagne électorale et j'y suis entré avec le sentiment, que je partage avec chacun d'entre vous, que probablement jamais depuis un demi-siècle, la France ne s'est trouvée dans la situation, dans l'inquiétude, dans le souci, comme elle l'est aujourd'hui.

Et puis, on a vu tout au long de la campagne électorale se multiplier les interventions totalement déconnectées de la réalité du pays, on a vu se multiplier les débats sur l'étiquetage de la viande hallal ou de la viande cascher dans les supermarchés, on a vu tout récemment naître de très importantes et magnifiques déclarations qui, d'ailleurs, ne changeaient rien à la situation du pays sur l'organisation du permis de conduire !...

On est vraiment dans le plus profond des sujets qui intéressent l'avenir de notre peuple... Frivolités... diversions... tentatives pour que aucun des sujets qui sont les sujets vitaux de l'avenir de la France ne soient traités devant les Français.

Eh bien, je vous le dis en une phrase : nous sommes là pour que la France ait devant elle un candidat et un projet politique qui expriment les projets qui sont les plus importants pour l'avenir de notre pays et de nos enfants.

Oh ! Nous ne sommes pas surpris, bien entendu, ni Jean Arthuis, ni moi, qui avons, depuis des mois, tiré la sonnette d'alarme sur la réalité de la situation du pays. Nous ne sommes pas surpris, parce que, depuis des semaines et des semaines, nous disions : « Mais, on est en train, Français, citoyennes et citoyens, de se moquer de vous, on vous raconte des histoires, ce sont des illusions et des fariboles que l'on place devant vous ! ».

Cet après-midi même, trois informations sont sorties qui donnent la dimension de cette illusion que l'on présente devant les Français et de la tromperie que l'on est en train d'organiser devant eux. Trois informations...

Cet après-midi, le Fonds monétaire international a rendu publiques ses prévisions et il dit :

1. Le chômage va exploser en France l'année prochaine. Nous sommes déjà à 10 % de chômeurs dans la population active, mais ce chômage va continuer à progresser.

2. L'annonce qui a été faite qu'en 2013, François Hollande et Nicolas Sarkozy l'ont reprise en cœur, selon laquelle on ferait descendre le déficit du pays au-dessous de 3 % du Produit Intérieur Brut, c'est-à-dire de la totalité de la production, des factures, des salaires additionnés dans notre France, que l'an prochain on ferait descendre au-dessous de 3 % le déficit, n'est pas vraie ! Nous donnons des estimations, c'est au moins 30 % de plus que l'on va connaître, au lieu de 3 % on approchera l'année prochaine de 4 % !

Toutes les prédictions qui avaient été bâties par François Hollande et Nicolas Sarkozy sont démenties par cette institution qui occupe une place très importante -parfois trop importante- dans le débat public national ! Ils se sont engagés et les experts internationaux disent que cela ne tient pas la route.

3. Enfin, cet après-midi, un institut qui s'appelle l'Institut Montaigne, qui est très proche, en tout cas qui est très loin d'être un ennemi du pouvoir en place, de l'UMP et de Nicolas Sarkozy, cet institut a dit : le programme que Nicolas Sarkozy présente et d'ailleurs celui de François Hollande aussi ne tiennent financièrement pas la route !

Dans le programme de Nicolas Sarkozy, il y a 20 % de dépenses sous-estimées ou de recettes surestimées. Le déséquilibre sera au moins 20 % plus important.

Dans le programme de François Hollande, c'est de l'ordre de 10 %, malgré la multiplication considérable des impôts.

Cet après-midi même !... En trois informations, en trois affirmations, dont nous ne doutions pas...

Moi, je ne suis pas un expert, mais Jean Arthuis oui, même si je sais tout de même lire les chiffres, car je suis, comme certains d'entre vous le savent, le créateur, le Président et même le seul adhérent de l'association pour la défense du calcul mental en France... mais je sais que, quand l'autre jour, Nicolas Sarkozy disait : "Le déficit du pays, c'est 103 milliards"... Considérez, je vous prie, ce que représente comme montagne 103 milliards d'euros, comme montagne de déficit transformée en dettes. Considérez ce que cela veut dire : c'est au moins 5 millions de salaires annuels avec les charges des Français ! Eh bien, ce déficit-là, Nicolas Sarkozy a dit : "J'ajoute 12 milliards de dépenses nouvelles" !

Comment les finance-t-il ? Mystère absolu et il dit : "mais, en échange, j'ai trouvé 52 milliards d'économies déjà décidées". Je me suis permis de lui faire remarquer respectueusement -mais

quand il s'agit de calcul mental, après tout, le respect n'a pas grand-chose à voir...- que quand on avait trouvé 52 milliards sur 115 milliards, il manquait encore 63 milliards !...

Dans tous les discours que je tiens tous les soirs devant des assemblées -pas tout à fait aussi brillantes, pas tout à fait aussi intelligentes, pas tout à fait aussi informées que celle qui est ce soir devant moi, mais enfin des gens qui "tiennent tout de même la route"...- je m'efforce de dire que, tout au long de ces discours, tout au long de ces interventions, il n'y a pas un mot qui soit un mot partisan, pas un mot qui soit une question d'étiquette, il n'y a pas un mot qui soit une question de préférence.

Il n'y a que des faits objectifs, il n'y a que la réalité du pays comme nous la voyons, comme je la vois et comme mes amis présents au premier rang la voient avec moi, il n'y a que les inquiétudes personnelles, familiales, humaines qui sont les vôtres, les nôtres.

Qui d'entre vous n'a pas à l'esprit ce qu'est le regard d'un jeune homme ou d'une jeune fille ayant fait des études et qui ne trouve pas d'emploi ?!... Dans sa famille -je ne parle pas de théories politiques, je ne parle pas de statistiques, je parle de visages, je parle du regard qui baisse et qui fuit...- parce que ces garçons et ces filles ils ne comprennent pas pourquoi c'est la cinquantième fois qu'on leur envoie une lettre faite à l'avance, parce qu'ils ont pour la cinquantième fois, et quand je dis cinquantième, c'est parfois centième ou cent-vingtième ou cent-cinquantième fois, envoyé un curriculum vitae et qu'ils ne reçoivent pas de réponse.

C'est pour cela que je suis là ! Ce n'est pas pour une étiquette de parti, ce n'est même pas pour un courant politique et Dieu sait que pour moi cela compte, c'est parce que si nous ne sommes pas là, qui va prendre leur défense en disant : "Pour nous, c'est « emploi, emploi, emploi », la priorité du pays et quiconque trahit la priorité « emploi, emploi, emploi », celui-là ment et porte atteinte à l'intérêt national" ?

Qui d'entre nous ignore ce que sont les fins de mois difficiles ? Qui d'entre nous ignore, en tout cas pas moi, ce que sont les toutes petites retraites, souvent des femmes, y compris quand elles ont travaillé toute leur vie. Je voyais hier, dans un magazine, une grande photo de ma mère qui vient de s'en aller, sa dernière retraite, vous me l'avez peut-être entendu dire était de 668 €/mois!

Ce n'est pas des dossiers, ce sont des visages, ce sont des familles. C'est l'inquiétude des familles voyant arriver l'inéluctable besoin impératif de maison de retraite et qui se disent : "mais qu'en est-il du reste à charge ?", vous savez ces 800 €, 1000 € par mois... Et, quand on ne peut pas le payer, comment on fait ?

C'est pour ces familles que je suis là, parce qu'il n'y a personne pour dire : "Mesdames et Messieurs, mes chers concitoyens, quelle est la raison de tout cela ? Quelle est la raison de cet appauvrissement dans lequel le pays semble engagé, que chacun regarde comme le sort de sa famille personnelle ?". Mais, en réalité, additionner la situation de toutes ces familles, c'est du pays qu'il s'agit ! Et Jean Arthuis l'a dit de manière absolument claire.

Quand un pays dans son ensemble -qui n'est pas sur ce point différent ni d'une famille ni d'une petite entreprise artisanale, ni d'une petite entreprise commerciale- quand un pays est obligé d'acheter beaucoup plus qu'il ne vend, demandez-vous ce qu'il en est quand sort de la famille beaucoup plus qu'il ne rentre... Qu'est-ce qui se passe ?!...

Eh bien, il se passe le surendettement. C'est exactement ce qui est arrivé à la France, quand un pays s'appauvrit. Nous nous sommes appauvris l'an dernier de 70 milliards d'euros. On a été obligé d'acheter autour de nous, à l'extérieur, 70 milliards de plus que nous n'avons su vendre, sur notre marché.

Nous, Français, alors que la France a été le plus grand pays producteur du monde, nous ne sommes même plus capables d'équilibrer nos comptes. Cette auto suffisance-là, nous l'avions encore il y a sept ans !

Au début des années 2000, cela a commencé à décrocher. En 2005, nous étions encore légèrement excédentaires et puis on a pris le grand toboggan. Certains d'entre vous ont peut-être vu la dernière émission que l'on a fait sur France 2, qui aurait dû être un débat auquel les citoyens auraient eu droit entre les candidats qui se présentaient devant eux avec confrontations et échanges, simplement pour que l'on sache sur quels points allait se jouer l'élection présidentielle, mais cela a été remplacé par dix mini-interviews, puisque comme vous le savez, les deux candidats principaux refusaient de débattre avec les autres, préférant se réserver pour le deuxième tour, dont ils pensent, ils croient, ils ont tout fait pour qu'il soit écrit à l'avance... et nous sommes là pour les démentir.

Donc, dans ce débat-là, vous avez peut-être vu la courbe que M. François Lenglet a présentée sur le tableau d'affichage aux spectateurs et qui est, en effet, l'effondrement de la place de la France dans le commerce européen.

Entendez bien ce que je dis. Je ne suis pas en train de vous dire dans le commerce mondial, mais en Europe, chez nous, sur notre sol, on a perdu 50 % de la capacité d'exportation de la France, dans des secteurs d'activité considérables, très importants, des secteurs d'activité de la vie de tous les jours, ceux pour lesquels ont fait les courses, ceux par lesquels on équipe sa maison.

Nous avons disparu de tous ces secteurs, nous, qui sommes, et c'est ici que je le dis, un immense pays de production et d'industrie aéronautique, un immense pays de production spatiale, un immense pays en matière d'hélicoptères et, chez moi, dans mon village on produit un sur deux des moteurs d'hélicoptères qui volent dans le monde. Aéronautique, spatial, TGV, même automobile, pharmacie... La France est un grand pays dans les secteurs les plus exigeants de la production mondiale, internationale.

Je suis allé l'autre jour, dimanche, visiter à Toulon une des frégates les plus modernes de la marine française, produite chez nous et, quand vous voyez les capacités, l'incroyable technologie qu'il faut pour assumer les radars, les sonars, les repérages dans l'espace, la trajectoire des fusées, la trajectoire des missiles et comment on sait les intercepter, comment nous sommes en avance quasiment sur le monde entier sur ces sujets-là, vous vous dites : "Et nous, ce pays-là, nous nous laissons exclure de choses aussi simples que l'équipement de la maison, que l'électroménager, que le mobilier et c'est sur ces secteurs-là que nous perdons la bataille !"...

Je sais ce que vous pensez tous et que nous avons tous pensé d'une certaine manière, même moi à une certaine époque. Au fond, au début des années 2000, j'avais à l'esprit qu'après tout, il y avait là comme un mouvement des temps, comme une fatalité et que, si nous étions dans cette situation-là, c'est parce que la Chine et les salaires trente fois inférieurs aux nôtres, c'est parce que l'Inde ou la Roumanie sur notre espace européen, avec des salaires cinq fois inférieurs aux nôtres...

Moi aussi, pendant longtemps, j'ai cru cela et puis, peu à peu, notamment en raison de discussions avec Jean Arthuis...

Peu à peu mes yeux se sont ouverts et je me suis rendu compte de quelque chose d'absolument incroyable que personne ne disait en France et dont j'ai voulu faire le sujet même de la campagne présidentielle : je me suis rendu compte que toutes les explications que l'on nous donnait, que l'on avançait devant nous, si j'ouvrais les yeux, étaient fausses !

On nous dit : c'est parce que l'euro est trop haut... On nous dit : c'est parce que l'Union européenne a des règles trop exigeantes... On nous dit surtout : c'est parce que la mondialisation ou la globalisation... On nous dit : c'est parce que le coût du travail est chez vous beaucoup trop haut...

Tous, vous avez entendu cela, n'est-ce pas ? On vous l'a expliqué, on nous l'a seriné, on nous a tympanisés avec cette idée, mais alors mes chers amis, si c'était la mondialisation, la globalisation, l'Euro, l'Union européenne et le coût du travail, alors comment expliquez-vous ce phénomène qui est pour nous saisissant : c'est que dans la même mondialisation, avec la même globalisation, avec le même Euro, avec les mêmes règles et avec un coût du travail légèrement supérieur, tant que nous prenons le toboggan seuls parmi les pays européens de notre dimension, tant que nous dévalons la pente avec un excédent en 2005, -10 milliards en 2006, puis -20 milliards, puis -30 milliards, puis -40 et -50 milliards et, cette année, -70 milliards et je n'exagère rien !

Il n'y a, dans mon propos, aucun mot qui soit interprété ou surligné, rien de tout cela. Les chiffres que je donne sont exacts.

Comment expliquez-vous qu'avec la même monnaie, les mêmes règles, le même contexte mondial, le même peuple au fond, le même modèle social à peu près, le même coût du travail, comment expliquez-vous que l'Allemagne, au lieu de faire 70 milliards d'euros de déficit, ait fait l'an dernier, 160 milliards d'excédents ? 160 milliards d'excédents !... soit le salaire annuel chargé de combien ? 8 ou 9 millions de personnes, de travailleurs ?...

Ils ne sont pas plus intelligents de l'autre côté du Rhin, ils ne sont pas plus "qualité de travail". On fait l'Airbus ensemble, vous le savez bien, c'est chez vous et chez moi, on fait l'Airbus ensemble, il y a peut-être des gens qui ici travaillent chez Airbus. S'il y en a, ils vous diront que, réellement, on ne peut pas dire que les pièces fabriquées en Allemagne, par rapport aux pièces fabriquées en France, soient de qualité moindre (et même chez nous qui sommes chauvins et qui ne rougissons pas tellement de l'être, chez nous, on chuchote que, même si on veut comparer vraiment, les éléments de l'avion fabriqués chez nous posent assez souvent moins de problèmes que les éléments de l'avion fabriqué en Allemagne... mais je dis cela tout bas !...)

Je ne cherche pas à "dorer la pilule", disons qu'au moins nous sommes au même niveau. Eux, accumulent les bénéfices et, nous, nous accumulons les pertes !

Et alors je pourrais aller plus loin, car la production industrielle de l'Italie du Nord obéit exactement aux mêmes règles et l'Italie elle-même est excédentaire. Les Pays-Bas produisent et exportent. La Suisse, qui n'est pas en Europe, mais qui a tout de même un coût du travail de 15 à 20 % plus haut que le nôtre, produit, exporte et accumule les bénéfices et les excédents, au point qu'ils sont obligés d'intervenir tous les jours pour que la monnaie ne monte pas trop haut !

Et, nous, Français, seuls dans cette situation en Europe, nous sommes incapables de rivaliser avec tous nos voisins qui nous entourent au sein de cet espace de l'Union européenne « du premier niveau » dirons-nous.

La France devrait être en tête des classements en Europe et elle s'enfonce hélas dans les classements des pays dans l'Union européenne.

Je suis là pour que cela change !

Si ce que je viens de décrire est vrai, et si quelqu'un pense que ce n'est pas vrai, qu'il vérifie qu'il aille sur son ordinateur, sur son moteur de recherche, qu'il vérifie ! Les chiffres que Jean Arthuis et moi donnons à cette tribune sont je vous l'assure absolument exacts.

Si c'est vrai, alors cela doit être le sujet principal de l'élection présidentielle parce que la raison du chômage, elle est là. La raison de la chute du pouvoir d'achat des familles, elle est là. La raison de l'appauvrissement du pays, et donc de l'appauvrissement de chacun d'entre nous, elle est là et la raison du surendettement, elle est là.

C'est parce que nous n'avons plus assez d'emplois dans notre pays, assez de production et assez de création, de recherche, que nous n'arrivons plus à payer les charges sociales, que nous n'arrivons plus à payer la CSG, que nous n'arrivons plus à payer les impôts qui font fonctionner la Sécu et les services publics du pays. Alors on emprunte, comme une famille qui a eu un haut niveau de vie, qui connaît des revers de fortune et qui va quêter un prêt chez un voisin, un prêt chez un cousin... pour faire durer encore un peu le temps de sa splendeur.

C'est cela qui explique l'endettement du pays. C'est cela qui nous est arrivé. Et si c'est vrai, alors bien sûr c'est bouleversant, bien sûr c'est saisissant, bien sûr cela devrait être le sujet de cette élection, mais c'est en réalité si vous y réfléchissez une formidable nouvelle, la nouvelle la plus optimiste que nous pouvions connaître dans la préparation de cette élection présidentielle, parce que si c'est vrai, si ce ne sont pas des causes extérieures, alors c'est que ce sont des causes intérieures.

Si ce dont « on nous a bourré le mou », pardon d'employer un langage direct, je sais bien qu'en Loire-Atlantique on ne s'exprime pas de cette manière-là, mais concédez aux Pyrénéens que nous sommes de ne pas encore tout à fait avoir atteint le niveau de civilisation qui est celui des Pays de la Loire ! Si ce dont « on nous a bourré le mou » aussi longtemps était vraiment la cause de nos difficultés, alors les autres connaîtraient exactement les mêmes.

Eh bien les autres réussissent là où nous échouons et cette question de transformer l'échec en réussite, voilà pour moi la question directrice, la question principale, la question essentielle, la question qui doit faire la matière du projet présidentiel que je propose devant vous.

Je n'accepte ni de près ni de loin que la France connaisse la défaite dans les secteurs où nos voisins connaissent le succès. Et je propose que cette volonté-là, nous l'inscrivions, nous, en lettres gravées au fronton du projet que je défends devant les Français.

Et je vous livre mon explication. Nous avons, dans notre pays des cartes extraordinaires, extraordinaires mais nous ne savons pas les jouer. L'organisation du pays depuis des années, après avoir été brillante et de premier plan, car si vous y réfléchissez tous les secteurs que je viens d'énoncer devant vous qui sont la réussite industrielle et scientifique de la France, la fusée Ariane, les satellites, Airbus, le TGV, les sous-marins absolument remarquables que nous savons produire, l'électricité nucléaire, tout cela, ce sont tous des projets de la fin des années 60, décidés sous la responsabilité du général de Gaulle, sans exception !

Alors je sais très bien que les temps ont changé, ce n'est pas moi qui vais dire le contraire. Je sais très bien que l'État, avec un Président de la République majestueux, qui voyait juste et qui voyait loin et qui s'adressait aux Français non pas comme à des gogos, mais comme à des citoyens, avec des conférences de presse du plus haut niveau mondial, pas comme à des gens à qui ont fait des coups de communication, dirigés par des agences de com', avec l'apostrophe comme on dit, montant des coups avec une idée par jour toujours différente sans aucune cohérence avec les idées précédentes et qui sont d'ailleurs oubliées aussitôt qu'elles sont énoncées tant ce sont des esprits légers qui conduisent une campagne de cette manière-là.

On nous fait des campagnes « zapping », mes chers amis c'est exactement le contraire de ce dont un peuple a besoin et de ce dont des citoyens ont besoin pour se forger une conviction et se former une volonté.

Les campagnes "zapping" sont l'ennemi de la démocratie. La démocratie, c'est une volonté, un sillon que l'on creuse, des idées directrices en petit nombre, une volonté qu'on exprime avec trois ou quatre priorités au maximum. Cela, c'est le choix politique d'un peuple. Là il peut concentrer sa volonté, concentrer ses efforts, concentrer ses moyens, concentrer sa pensée, concentrer, pour que l'un après l'autre on vainque les obstacles.

Mais si tous les jours on vous propose une idée complètement fumeuse, juste pour faire comme on dit le « buzz », alors ce n'est pas de la démocratie, c'est de la démagogie. Et nous sommes les ennemis de la démagogie en étant dans cette campagne les défenseurs de la démocratie au sens plein et le plus noble du terme.

Voyez-vous, je citais à Strasbourg une phrase qui est pour moi la maxime la plus importante que j'ai jamais lue dans la vie politique du pays, c'est l'œuvre d'un philosophe qui a prononcé cette phrase il y a exactement cent ans quasiment jour pour jour au début du XX^{ème} siècle, il s'appelait Marc Sangnier, philosophe de la démocratie et même de la démocratie chrétienne. Et Marc Sangnier a dit ceci : "La démocratie, c'est l'organisation de la société qui porte à son plus haut la conscience et la responsabilité des citoyens."

La conscience, le regard dans le citoyen comme le décideur suprême.

C'est marqué dans la Constitution. Personne ne prend ces mots au sérieux ! Le peuple souverain, pas le peuple pour le peuple, par le peuple. C'est la Constitution de la République.

Si nous prenons ces mots au sérieux -et je vous assure, si je pouvais, je vous regarderais chacun d'entre vous dans les yeux- je prends ces mots comme les plus profonds qui aient jamais été prononcés dans l'histoire d'un peuple et même dans l'histoire des peuples. La démocratie, c'est une idée formidable, un idéal je veux bien, mais moi je crois un idéal concret, exactement le contraire de la phrase apocryphe, je crois fausse qu'on a prêté à de Gaulle, on lui a fait dire « les Français sont des veaux », mais c'est exactement le contraire de cela, démocratie.

Démocratie, c'est au contraire prendre le peuple des citoyens en chaque femme et en chaque homme, en chaque jeune et en chaque personne plus âgée, tellement au sérieux qu'on les traite chacune et chacun comme s'ils étaient les décideurs suprêmes, c'est-à-dire qu'on leur donne tous les éléments de réflexion et qu'on remet entre leurs mains ensuite la décision, tous les éléments de réflexion.

Et il suffit de se référer aux conférences de presse du Général de Gaulle prononcées à l'endroit des citoyens français, avec les arguments, la réflexion historique, le projet stratégique pour le pays, et la langue même.

Souvenez-vous de la langue qu'utilisait le général de Gaulle dans ses conférences de presse. Ce n'était pas des interjections au rabais, ce n'était pas faire semblant d'utiliser les expressions les plus rebattues parce qu'on imagine que ceux qui vous écoutent ne peuvent pas comprendre la belle langue ou la langue juste.

Moi, j'appartiens à la tradition et à la famille de ceux qui considèrent qu'il est un devoir et un honneur de parler français dans la plus juste acception du terme lorsqu'on s'adresse au peuple des citoyens. On leur doit. On leur doit de s'exprimer avec nuance, justesse et si on peut avec le goût de la langue française, parce que c'est notre bien commun la langue française et c'est ainsi que nous allons faire ce que -c'est Jaurès qui disait cela- la démocratie exige de ceux qui en ont la responsabilité. C'est tirer les peuples vers le haut au lieu constamment de les rabaisser et de les faire dégringoler et de susciter leurs plus bas instincts et d'aller les chercher là où ils sont le plus trouble.

Nous, nous voulons que la démocratie soit un exercice de hauteur.

Et donc, considérer les citoyens comme les vrais souverains, leur parler des vraies questions,... allez... quand les moments sont graves, ne leur parler que des vraies questions, les prendre comme ils sont, c'est-à-dire des pères, des mères de famille, des enfants, des parents, des grands-parents, des oncles, des tantes, des voisins, des cousins, soucieux de l'avenir de leur pays parce qu'ils savent bien que l'avenir de leur pays, c'est l'avenir de leurs enfants, c'est l'avenir de leurs proches, c'est leur avenir propre.

Il ne s'agit pas de politique dans cette affaire, ou plus exactement il s'agit de politique au sens le plus noble du terme, décider ce que nous allons faire ensemble de la cité que nous formons ensemble, décider ce que nous allons faire pour ce peuple et pour ce pays au service duquel nous devons être pour qu'il nous aide à être, plus encore, et mieux encore des citoyens confiants dans leur avenir.

Voilà l'enjeu de l'élection présidentielle, voilà le sujet. Et alors tous ceux qui prennent le peuple des citoyens français pour des consommateurs de publicité au mieux, pour des gogos en vérité, à qui on peut faire croire n'importe quoi, à qui on peut raconter des histoires, promettre des milliards et des milliards et des dizaines de milliards en création de postes, augmentation d'allocations, création de services de toute nature, alors que nous avons déjà 100 milliards de déficit, c'est-à-dire que chacune des promesses articulées, nous n'avons pas le premier centime pour les assumer, le pays ne l'a pas !

Eh bien tous ceux-là, je le dis devant vous comme citoyen, tous ceux-là ils trahissent le peuple français, ils trahissent l'intérêt de la nation, ils sont menteurs et illusionnistes et truqueurs et, mes amis, les menteurs et les truqueurs, il faut les renvoyer chez eux lorsqu'on a l'occasion de le faire. Parce que je ne crois pas une seconde qu'ils le fassent sans savoir. Pour tout vous dire, il m'arrive quelquefois, l'espace d'un dixième de seconde, de me demander s'ils connaissent vraiment la réalité de ce dont ils parlent.

Si lorsque Nicolas Sarkozy, il y a quinze jours, annonce que bien entendu la Banque Centrale Européenne ne pourra intervenir -et il dit la vérité -que lorsqu'on aura rétabli les comptes du pays, et quand hier il dit : « pas du tout, maintenant je vais prendre la tête pour que la Banque Centrale Européenne oublie cette question des équilibres et se lance dans des politiques de financement d'activités ou d'investissements dans le pays », est-ce que il y a quinze jours il ignorait la situation de la France et de l'Europe et la nature de la Banque Centrale Européenne ou est-ce une révélation qui tout d'un coup l'aurait frappé pendant la nuit entre samedi et dimanche ? Je ne sais pas. Quelquefois, je me pose la question...

Et de ces changements de pied, François Hollande lui-même est coutumier, je ne suis pas là pour en faire la liste, je m'inquiète parfois mais en vérité je crois qu'ils sont parfaitement au courant, ils savent exactement ce dont il s'agit.

Après tout, ils ont fait des études, ils ont des experts, des collaborateurs par centaines et par milliers, ils ont beaucoup de moyens pour financer des études et des études encore, donc ils doivent savoir ce dont il s'agit.

Mais on leur a expliqué que le plus rentable électoralement, le plus rentable pour les sondages, pour gagner des points, pour qu'on soit crédité d'avoir progressé au lieu d'avoir régressé, que le plus rentable était de raconter aux Français des balivernes parce que, ainsi, avec ces balivernes, les Français seraient satisfaits de ne rien connaître de la situation de leur pays et qu'ils adhèreraient à celui qui leur raconte des sornettes. Je crois le contraire. Voilà.

Tout l'engagement de ma vie, c'est qu'il faut au contraire que nous placions devant nos yeux de citoyens les vrais enjeux et que nous répondions aux vrais enjeux.

Alors je vais vous dire, ayant compris que la situation de notre pays était le résultat de décisions qui avaient été prises chez nous, à l'intérieur de nos frontières, par les pouvoirs publics chez nous, ou plus exactement et plus souvent que la situation de notre pays était le résultat de décisions qui n'avaient pas été prises comme elles auraient dû l'être ou au moment où elles auraient dû l'être dans notre pays, alors j'ai décidé de présenter aux Français un projet dans lequel champ de bataille par champ de bataille nous allons nous remettre à livrer le combat nécessaire pour qu'on sorte de la situation dans laquelle on se trouve.

Et après tout c'est ce que nos voisins ont fait il y a quelques années à peine -je disais tout à l'heure : 2005, on était en excédent- en 2005 l'Allemagne était derrière nous et comme nous avons pris le toboggan, ils ont pris l'ascenseur ; et c'est par une décision politique qui a été prise d'ailleurs, on verra ainsi la différence des cultures entre l'autre côté du Rhin et le nôtre, par un gouvernement socialiste qui a décidé, ce qui est notre conviction à nous, qu'il fallait s'en sortir, autrement que l'Allemagne allait craquer et donc il fallait faire des efforts décidés tous ensemble.

Je prononce devant vous le mot effort que personne ne prononce dans la vie politique française. Oh ! Ne croyez pas que ces efforts soient inatteignables...

Je n'aime pas du tout quand les journalistes me disent : "Alors Monsieur Bayrou, vous vous proposez l'austérité ?" Non !!! je propose le redressement !

"Vous proposez peut-être du sang et des larmes, comment peut-on être élu en proposant du sang et des larmes ?"

Non !!! le sang et les larmes c'est maintenant ! Le sang et les larmes pour une famille, c'est quand il n'y a pas d'espoir pour les enfants. Cela c'est le sang et les larmes ! Le sang et les larmes et l'inquiétude pour les retraités, c'est quand ils doutent qu'on puisse payer leur retraite de la manière qu'on leur a promise pendant longtemps. Cela c'est du sang et des larmes !

Moi je dis que l'espoir et l'optimisme et la volonté et l'envie, c'est quand un peuple sait où il va et qu'il décide sereinement, calmement, de faire les efforts et les efforts justes nécessaires pour que tout le pays s'en sorte.

Ça c'est de l'optimisme, ça c'est de l'espoir ! C'est même la seule chose qui soit de l'espoir et la seule chose qui soit de l'optimisme !

Au fond, c'est le seul programme optimiste et d'espérance que l'on puisse défendre devant les Français que celui qui leur propose les efforts justes nécessaires pour s'en sortir.

Et alors, si je reprends l'impératif que j'ai énoncé devant vous au début de cette intervention : « emploi, emploi, emploi ! », alors je regarde chacun des secteurs du pays, et je pourrais multiplier les exemples, et je m'aperçois que, dans la plupart des secteurs où nous avons perdu la bataille, il y a des gisements d'emplois absolument considérables pour les Français.

Quand je compare aux pays qui nous entourent, pardon pour ceux qui m'ont déjà entendu le dire, mais je vais reprendre en quelques phrases l'exemple de la filière bois, de la forêt française.

La France est le pays qui a la plus grande forêt de notre partie de l'Europe, seize millions d'hectares. Les Allemands ont onze millions d'hectares, avec les mêmes conditions de production exactement que nous. Nous avec seize millions d'hectares nous avons 400 000 emplois et un déficit commercial de 7 milliards d'euros par an. Eux, avec onze millions d'hectares, 30 % de moins, ils ont 800 000 emplois, le double du nôtre.

Seize millions / 400 000 emplois, onze millions d'hectares / 800 000 emplois !... Et si nous faisons une règle de trois -vous reconnaîtrez là le président, le seul adhérent, le fondateur de l'association française pour la défense du calcul mental !- alors nous nous apercevons que, s'ils ont 800 000 emplois avec onze millions d'hectares, nous avec seize millions nous devrions avoir 1 200 000 emplois dans la filière bois, et pas de déficit commercial du pays !

Pourquoi, qu'est-ce qui s'est passé ? Ils n'ont pas des arbres meilleurs que les nôtres, ils n'ont pas de plus belles forêts que les nôtres ? J'imagine que les forestiers allemands ne sont pas plus intelligents que les forestiers français, mais c'est écologiquement très important, vous avez raison de le dire, je ne sais pas qui a dit cela... levez le doigt, Madame vous avez absolument raison, je vais vous en fournir la preuve !

L'an dernier, sur seize millions d'hectares, nous avons planté à peine trois arbres par hectare, quarante-sept millions d'arbres. Les Allemands, avec onze millions d'hectares seulement ont planté l'an dernier quatre cent cinquante millions d'arbres, et les Polonais ont planté un milliard d'arbres.

Or il se trouve, et c'est un enjeu écologique absolument majeur, vous avez raison, que les arbres sont le seul outil dont nous disposons pour capter dans l'atmosphère les gaz à effet de serre, le CO², le gaz carbonique, le carbone qui est dans l'air, et pour en faire de la matière vivante, du bois. C'est un puits à carbone, comme on dit, formidable.

Et c'est d'autant plus important ce que vous dites que c'est l'arbre qui prend le plus de CO² dans l'atmosphère, le puits à carbone le plus efficace, celui qui nous débarrasse le plus des gaz à effet de serre, c'est l'arbre le plus jeune. Parce que comme un être humain dans son enfance et dans son adolescence, c'est là qu'il a le taux de croissance le plus important, c'est là qu'il grandit le plus, c'est là qu'il a besoin de se nourrir le plus. Et nous qui sommes un pays soi-disant qui prétend être en pointe, nous sommes nuls économiquement, nuls écologiquement en matière de plantation d'arbres. Je propose que l'on change cela et qu'on le fasse comme les Allemands l'ont fait.

Vous voyez que ce n'est pas de la politique politicienne, ce n'est pas n'est pas de la politique de parti ! Je ne défends pas une étiquette, une idéologie, je défends du réel, du concret, du solide, du vital, du vivant pour les Français !

Qu'ont fait les Allemands en 2004 ? Ils ont dit : on a une belle forêt -pas tout à fait comme la forêt française mais quand même, ils sont parfois un peu chauvins aussi- ils ont dit on va faire un plan forêt, un plan bois, on va mettre autour de la table tous les acteurs de la filière bois allemande et on va voir comment on peut la développer. Et ils ont fait en particulier quelque chose que nous n'avons pas su faire en France, ils ont coordonné les propriétaires. Les trois-quarts de la forêt française sont des propriétaires privés, et un quart c'est la forêt domaniale. Et ils ont construit des scieries.

On sait faire pousser des arbres, on sait couper les arbres, on sait faire du meuble ou des escaliers, J'ai visité l'autre jour dans la région une fabrique d'escaliers formidable, mais on ne sait pas scier les arbres... Alors, on va se faire scier, sans jeu de mots, en Allemagne ! Vous ne trouvez pas que c'est bête ? Vous ne trouvez pas que c'est absurde ?

J'ai cité l'exemple de la filière bois, mais il y a bien d'autres exemples. Je propose que l'on fasse, filière par filière, un plan pour développer l'activité du pays, les emplois et les ressources et la production du pays, un plan filière par filière. Ce n'est pas sorcier ! On s'apercevra qu'il y a des gisements d'emploi considérables. Dans le textile, que tout le monde en France considère comme perdu, nous avons moins de 100 000 emplois, les Italiens ont 450 000 emplois, je ne dis pas qu'ils ne rencontrent pas des difficultés, simplement ils jouent

leur carte. Les Allemands ont récupéré ces dernières années plus de 50 % de leur production dans le textile, notamment dans le sportswear.

Le tourisme : nous étions jusqu'à cette année la première destination touristique en Europe ; vous en savez quelque chose dans les Pays de Loire. Nous étions la première destination, on vient d'être dépassé par les Espagnols, on est à peu près au même niveau ! On a un million d'emplois dans le tourisme, ils ont deux millions d'emplois avec des chiffres d'affaires à peu près équivalents. Je dis que si nous sommes dépassés, c'est en partie parce que nous n'avons pas su faire les efforts de formation, les efforts de présentation de ces métiers que beaucoup de jeunes considèrent comme rébarbatifs, dans lesquels beaucoup de jeunes, même cherchant des emplois, n'ont pas envie de s'engager alors même que ces emplois-là leur seraient d'un évident apport, d'un évident secours... Mais on n'a pas fait les efforts.

Le numérique : s'il y a une filière d'avenir dans le monde, c'est celle-là. On a créé ces dernières années en France 750 000 emplois dans le numérique pendant que l'on perdait 500 000 emplois industriels. C'est dire comme c'est important. Le commerce numérique explose au rythme de plus 30 % par an. Eh bien nous n'avons pas de formations au commerce numérique en France. Il n'y a pas de formations au e-commerce ! Il y a beaucoup de formations commerciales, il n'y a pas de formations au commerce numérique. Vous ne trouvez pas que c'est marcher sur la tête ? Où est le plan de formation ?

Quand on regarde les raisons pour lesquelles nos concurrents amis, voisins, européens, avec les mêmes contraintes que les nôtres réussissent, alors on s'aperçoit d'une chose que l'on ose à peine prononcer dans le débat politique français, c'est que l'organisation de la vie sociale en France, les relations entre organisations syndicales et entreprises portent évidemment une grande part de responsabilité.

Je sais, je suis tout seul, mais j'accepte sur ce sujet d'être minoritaire parce que je suis sûr que je suis précurseur : je suis un défenseur de la cogestion, c'est-à-dire de l'idée que les intérêts des travailleurs ne sont pas contradictoires avec les intérêts de l'entreprise, que la réussite de l'entreprise, c'est la réussite des travailleurs et des salariés.

Et je suis le défenseur d'une idée qui est en France encore plus révolutionnaire : je suis pour que l'on écrive dans la loi que l'entreprise n'appartient pas seulement à ses actionnaires, qu'elle appartient aussi à ses salariés, qu'ils sont solidaires dans le destin de l'entreprise et c'est la raison pour laquelle je propose que les représentants des salariés entrent au Conseil d'administration des entreprises de plus de 500 salariés, avec droit de vote ! Et même, qu'ils entrent de la même manière au conseil chargé de fixer les rémunérations des dirigeants parce que je suis absolument certain qu'alors on verra se réduire le fossé entre les salaires de ceux qui sont au sommet et les salaires de ceux qui sont à la base.

Je suis pour que, filière par filière, on fasse un plan et que, filière par filière, on défende ainsi la production française.

Par exemple, je trouve absolument scandaleux qu'une grande entreprise française, Orange pour ne pas la nommer, donc France Telecom, entreprise dont l'Etat est actionnaire, décide de fermer la dernière usine qui produit des décodeurs en France, Technicolor à Angers, et délocalise la production de décodeurs dans le sud-est asiatique. Je trouve que de la part d'une entreprise dont l'Etat est actionnaire, si on voyait plus loin que le bout du nez, on s'apercevrait premièrement que ce n'est pas si grave de payer un décodeur deux ou trois euros de plus, même si cela choque, je le dis... pourvu que l'on garde la technologie, la filière, la recherche, la capacité de production nationale !

Qu'est-ce que ça peut faire ? Et si on voyait plus loin que le bout de notre nez, si on avait une idée de l'intérêt du pays lorsque l'on est Etat actionnaire d'une entreprise, alors on

s'apercevrait que quand on paie 50 euros -je dis le chiffre au hasard, il est sans doute beaucoup plus élevé que le prix réel- un décodeur, il y a 25 euros qui reviennent dans les caisses de l'État sous forme de charges sociales, de cotisations à la Sécu, de CSG, d'impôt des sociétés et d'impôt des particuliers !

C'est l'intérêt du pays, et ce n'est pas simplement l'intérêt moral du pays, l'intérêt des familles, l'intérêt des jeunes qui vont trouver un emploi, c'est l'intérêt du pays dans son organisation, dans sa solidarité et dans ses services publics que de faire en sorte que lorsqu'il s'agit d'une décision où les décideurs publics sont engagés, on soutienne la production nationale et on fasse en sorte que le pays se porte bien et qu'il soit à l'avant-garde au lieu de délocaliser et d'être à l'arrière-garde...

Vous m'avez entendu souvent parler de ce qui est pour moi pas seulement un scandale, mais totalement incompréhensible. Quand la Sécu a décidé de délocaliser en Inde la fabrication des cartes Vitale de chacun des assurés sociaux que vous êtes, je dis : avez-vous réfléchi une seconde ? Est-ce qu'une seconde vous avez pensé à regarder un peu plus loin que le bout du nez qui va être sur l'encre, qui va signer la facture ? Parce que si vous aviez réfléchi une seconde de plus, vous êtes la Sécu, et donc toutes les charges sociales, toute la CSG qui va être générée par les salaires de ceux qui fabriqueront les cartes Vitale en France, elles viennent chez nous. Quand vous payez 100 vous recevez 50, et donc délocalisez les cartes parce que vous allez gagner 5 ou 6 %, en réalité, vous y perdez massivement !

Si vous regardez l'ensemble du pays, et je suis absolument certain, si nous regardons les pays qui sont nos partenaires et nos amis qui nous entourent, qu'ils ont eux-mêmes, au contraire, le sens du soutien, notamment par la décision publique, de l'activité qui se déroule sur leur sol.

On a le droit de considérer que quand il s'agit d'argent public, eh bien il faut que ce soit ses concitoyens qui en soient les premiers bénéficiaires, surtout s'ils font de la qualité au moins aussi importante que celle que vous fournissent les productions totalement lointaines. Exemple, je m'arrête une seconde à la carte Vitale, la carte Vitale produite en France est infalsifiable et elle peut contenir des données innombrables, des volumes de données. La carte Vitale fabriquée en Inde est éminemment falsifiable : on considère que les fraudes à la Sécu se comptent en milliards !

Est-ce qu'il ne serait pas plus intelligent de confier, dans les mêmes gammes de prix, la production de ces documents à des entreprises de notre pays, qui sont des entreprises leaders dans le monde ? Par exemple, c'est en discutant avec les cadres de l'entreprise et les patrons que j'ai découvert cela, nous sommes en France les leaders dans la production de documents d'identité infalsifiables. Nous les fabriquons pour une multitude d'Etats dans le monde. Le seul Etat pour lequel on ne les fabrique pas, c'est la République française !!!

Mais vous voyez, je ne veux pas m'étendre d'avantage. Je pourrais raconter mille anecdotes sur le sujet, mais je vois que le temps tourne...

Vous voyez ce dont il s'agit, en vous parlant concret, en vous parlant terrain, en vous parlant de la vie comme elle est, je suis en train de dire quelque chose dont je suis persuadé qu'il s'agit de la clef de cette élection présidentielle : si l'on veut que les choses changent, il faut changer le logiciel que les décideurs de notre pays ont dans la tête.

Excusez-moi de le dire, je vais le dire comme je le pense : ils pensent faux, ils pensent faux tous les deux et ils pensent faux parce qu'en réalité, ce sont les mêmes réseaux, les mêmes organisations de hauts fonctionnaires, la même manière de prendre les décisions, eux qui se

sont succédé au pouvoir régulièrement depuis 20 ans, vous pouvez remplacer l'un par l'autre, ça ne changera rien dans notre pays.

Je ne nie pas que l'on ait besoin de changement, j'ai moi-même porté cette attente et cette exigence de changement. Je sais que l'on a besoin de changement, mais on a besoin de changement véritable, de changement profond, de changement qui descende plus loin que remplacer une tête de pipe par l'autre tête de pipe avec seulement l'étiquette du parti qui change dessus !

Au demeurant, ce sont assez souvent les mêmes têtes de pipe qui avaient une étiquette dans la période précédente et qui auront une autre étiquette dans la période suivante. Quand il s'agit de troupeaux dans les Pyrénées, on appelle cela la transhumance. Si vous saviez la transhumance qu'il y a en ce moment dans l'administration... Tout d'un coup, ils se découvrent des vocations et le Parti socialiste l'accepte, il en est ravi, il considère que c'est normal et il a la volonté de s'en servir. L'autre jour, François Hollande recevait des centaines de hauts fonctionnaires qui venaient faire allégeance et proposer leurs services. Ils étaient quatre ou cinq cents et il leur a dit cette phrase que je considère comme terrible pour ma part : "Je sais que beaucoup d'entre vous sont là pour les places et ils ont raison parce qu'avec nous, des places, il y en aura beaucoup." Je cite textuellement la phrase que François Hollande a prononcée et qui est citée dans un article du Monde.

Eh bien, mes chers amis, ceci est pour moi le contraire de la République et de l'État impartial que nous avons besoin de créer, de restaurer, de rétablir et de refonder dans notre pays.

Je m'honore d'avoir été le disciple et l'ami d'un homme qui était tout à fait éminent, oh qui avait du caractère et même parfois mauvais caractère, qui s'appelait Raymond Barre, et qui avait fait dans l'élection présidentielle où j'étais, où nous étions de jeunes soutiens pour lui, qui avait fait de l'État impartial une des clés du rétablissement de la France. Il avait raison. L'état impartial, cela se traduit simplement. Quand nous exercerons ces responsabilités, aucune promotion, aucune affectation, aucune distinction ne se fera en raison de l'allégeance et des cartes de parti. Cela se fera sur la compétence, la loyauté et la fidélité, et ceci n'est pas un vain mot.

Et je dis que ce n'est pas un vain mot parce qu'ayant exercé pendant des années la responsabilité de ministre de l'Éducation nationale, chacun d'entre vous peut se renseigner et faire l'enquête et savoir si, à cette époque, c'était l'allégeance partisane qui faisait la responsabilité. J'ai fait en sorte, pendant ces quatre années, que nul ne puisse soupçonner qu'il y ait des préférences dans la manière dont on gouvernait l'Éducation nationale de notre pays. Au demeurant, si j'avais dû ne faire des promotions au ministère de l'Éducation nationale qu'en fonction de la proximité partisane avec le ministre que j'étais, j'aurais peut-être dû chercher longtemps !

Mais c'est par principe. Vous comprenez à quel point un Etat s'affaiblit quand il base l'attribution des responsabilités sur la soumission à l'égard du pouvoir et un Etat se renforce quand il fonde l'attribution des responsabilités sur le caractère, la volonté, la loyauté des hommes qui regardent droit et qui ne sont pas constamment enclins à aller ramper pour avoir les faveurs du pouvoir. Nous ne voulons pas de rampeurs !

Nous ne voulons pas de rampeurs, nous voulons des hommes et des femmes debout qui regardent les choses et qui assument leurs responsabilités !

Et j'ai insensiblement glissé vers un chapitre très important du programme que je propose aux Français, l'autre chapitre pour moi tout à fait essentiel pour un Etat en développement, pour un Etat qui a besoin de se présenter dans la compétition du monde et dans la légalité, dans les

vertus républicaines, dans les valeurs qui sont les siennes, l'autre chapitre c'est évidemment l'éducation.

Je n'accepte pas la situation qui est faite à l'Éducation nationale française. Je n'accepte pas que depuis des années nous reculions année après année dans tous les classements internationaux. C'est indigne de la France et c'est indigne des jeunes Français dont nous avons la responsabilité.

Il n'est pas normal et il est inacceptable que notre pays soit sur les 35 pays de ce que l'on appelle l'OCDE, c'est-à-dire les pays développés de la planète, en compréhension de l'écrit, écoutez bien, ce sont des chiffres qui pour moi qui aime tant, qui aient tant aimé les fonctions qui étaient les miennes, ce sont des chiffres terribles : nous sommes cette année vingt-quatrième sur trente-cinq en compréhension de l'écrit, nous sommes vingt-cinquième en calcul, et écoutez bien, en lutte contre les inégalités, nous sommes trente quatrième sur trente cinq !

Nous, France !... Le pays qui a été le phare de l'éducation dans le monde, le pays regardé comme celui où il fallait envoyer ses enfants quand on était où que ce soit sur la planète pour se former, et le pays dans lequel je sais qu'il y a encore des réussites scolaires tout à fait éminentes.

On nous offre en exemple les Coréens, les Scandinaves, les Finlandais et je respecte beaucoup l'effort d'éducation de ces peuples. Les Coréens, excusez-moi, il y a quarante ans, étaient le peuple le plus pauvre de la planète. Ils avaient subi une guerre terrible. Regardez par exemple où en est la Corée du nord. Eh bien, les Coréens du sud, pays cinq fois plus petit en surface que la France, avec une population de cinquante millions quand nous en avons soixante cinq, sans aucune richesse naturelle du pays, regardez où ils sont !

Premier dans les aciers, premier dans les chantiers navals, premier dans l'électronique. Regardez les progrès qu'ils font en automobile, regardez les Kia, les Samsung, regardez les écrans plats Samsung et LG. Ils ont, ce tout petit pays, à eux seuls damé le pion à l'Europe tout entière ! Lorsqu'il s'agit des écrans plats, des iPhones, des iPads, des tablettes de toute nature, il y en a même des françaises, ce sont eux qui les fabriquent. Nous, nous avons perdu la bataille...

Voilà pourquoi l'Europe, cher Jean, va être aussi dans les atouts que nous avons à jouer, une carte majeure, une carte magistrale.

Et donc penser différemment, changer le logiciel aussi dans la matière dont on pense l'Éducation nationale dans notre pays, et d'abord soutenir les éducateurs au lieu de leur faire la guerre perpétuellement, comme on le fait depuis des années et des années en expliquant qu'en réalité ils ne veulent pas travailler, qu'ils veulent constamment éluder les responsabilités qui sont les leurs. Et puis, ceci est la méthode que je retiens, que je préconise, dont je suis sûr qu'elle marche, aller repérer classe par classe, école par école, et d'abord dans l'enseignement primaire qui est le sujet essentiel, l'écriture, la lecture, le calcul, la langue française. Si vous avez ces quatre clés-là, toutes les serrures de l'éducation s'ouvriront.

Et ne me dites pas qu'il est impossible de le transmettre. Nous avons connu il y a quelques décennies, et peut-être certains ont l'âge suffisant pour défendre ce qu'était cette réalité et pour attester que c'était comme cela. Nous avons connu une école dans laquelle, je vous le jure, aussi incroyable que cela paraisse tout le monde sans exception apprenait à lire, tout le monde sans exception apprenait les tables de multiplication, tout le monde sans exception passait le certificat d'étude... Et je voudrais bien comparer le niveau du certificat d'étude de l'époque avec le niveau d'examens beaucoup plus élaborés, beaucoup plus huppés et beaucoup plus réputés aujourd'hui, je crois que l'on aurait quelques surprises !

Tout le monde dans le petit village des Pyrénées d'où je viens et où je vis encore, tout le monde recevait ces acquis, tout le monde recevait ce « pass » pour la réussite dans la vie, tout le monde, et je vous assure pourtant qu'il n'y avait pas de livres dans toutes les maisons...

Eh bien je suis certain, alors que l'on nous propose en exemple ces peuples coréens, finlandais, qui sont les premiers dans le classement international, si vous regardez les résultats, ce qu'ils obtiennent avec leurs classes les 10 % ou les 15 % des maîtres français qui sont au fond les plus performants avec les élèves qu'on confie, quel que soit le niveau de ces élèves, alors vous allez vous apercevoir que ceux-là ils ont des résultats au moins aussi bons qu'aucun de leurs concurrents dans le monde, mais jamais personne ne va voir comment ils pratiquent, ces maîtres-là. On leur impose des méthodes venues de l'extérieur, que l'on décide en haut et qu'il faut appliquer en bas, même si elles sont stupides.

L'autre jour, j'étais en Mayenne, et il y avait une salle avec des responsables et des élus qui étaient là. Cher Jean, chez toi, et cher François Zocchetto, chez toi. Il y a une jeune femme professeur des écoles qui a dit : "Mais qu'est-ce que vous pensez de l'enseignement des langues à l'école primaire ?" J'ai dit : "Je trouve que c'est bien si on peut." Elle m'a dit : "Mais, c'est très difficile pour nous parce qu'il est devenu obligatoire que nous organisions les contrôles en QCM." J'ai dit : "Obligatoire ?" Elle m'a dit : "Oui, c'est une norme européenne que l'inspecteur nous a imposé d'appliquer dans nos classes en Mayenne."

J'ai dit : "Il n'y a qu'une chose à faire, vous dites zut à l'inspecteur et vous me l'envoyez !"

Je suis absolument certain qu'il n'existe aucune norme européenne dans cette affaire ! Et quand bien même il y aurait eu quelque part quelque'un d'assez stupide pour l'inventer, il faut l'envoyer bouler parce que l'Union européenne n'a aucune instruction à donner à l'Éducation nationale de chacun des pays qui la forme ! C'est une responsabilité nationale ! Mais on passe son temps en France à nous imposer des règles, des contraintes, des normes qui n'ont aucun autre fondement et aucun autre effet que de nous empêcher de vivre comme nous avons besoin de vivre, paysans, artisans, commerçants, familles, paperasse que l'on nous assène, obligations totalement stupides. Il faut changer le logiciel !

Écoutez, l'autre jour des chefs d'entreprise avec qui je discutais avant d'aller m'exprimer devant la CGPME pour savoir leurs problèmes, ils m'ont dit : "Mais Monsieur Bayrou, vous ne savez pas, les experts-comptables devraient se rebeller, nous sommes obligés de faire un état mensuel de l'URSSAF, de tous les organismes sociaux, et au bout de l'année, on est obligé de faire un état annuel. Mais s'ils ont les chiffres de chaque mois, qu'ils appuient sur la touche "total" de l'ordinateur !"

Vous comprenez que je parle devant vous de choses graves. Elles ont l'air souriantes parce que parfois il faut bien rire, même de ce qui est grave, elles ont l'air souriantes ces choses-là, mais elles sont déterminantes pour notre avenir. Il faut se mettre à penser différemment et pour cela il ne s'agit pas de changer seulement les titulaires actuels du pouvoir pour les remplacer par les précédents, il s'agit de changer le pouvoir, la manière dont le pouvoir voit la France, la manière dont il doit faire confiance à la France, la manière dont les Français ont besoin qu'on les aide au lieu de les embêter.

Et c'est vrai pour tous les aspects de la vie. C'est vrai que l'on a besoin d'une reconnaissance de la pêche artisanale parce que la pêche artisanale, ce n'est pas la même chose que la pêche industrielle qui va vider les océans d'une grande partie de leur vie, et pour en faire quoi ? Ecologiquement, il y a de grandes questions qui se posent !

La pêche artisanale, elle, respecte le milieu, elle prélève très peu, elle a intérêt à défendre la ressource. On a besoin sur notre littoral d'une reconnaissance de la pêche artisanale ! On n'a pas besoin qu'on la paralyse, que l'on fasse peser sur elle le poids de réglementations

excessives. On a besoin qu'on l'aide, qu'on la comprenne, on a besoin de compréhension pour que se recrée le sentiment de confiance dans tous les secteurs d'activités du pays entre les citoyens d'en bas et le pouvoir qui ne devrait pas être en haut, qui devrait être à côté d'eux et parler avec eux et les aider dans tous les aspects de leur vie.

Vous comprenez ce que je veux dire ?

On a besoin de changer le logiciel, pas les mecs qui sont à la console seulement, la manière de penser !

Et puis je finirai sur cette idée, on a besoin de le faire en particulier sur ce sujet que je considère comme essentiel, qui est le sujet de la moralisation de la vie publique dans notre pays parce qu'il y a des années qu'on nous lanterne et qu'on nous égare.

On va élire l'Assemblée Nationale. Je propose que par une décision du peuple français prise par référendum, au premier tour de cette élection législative, on décide par exemple que pour les députés, il faudra désormais être présent dans l'hémicycle quand on vote. C'est du bon sens élémentaire. Et je n'exclus pas les sénateurs, mes chers collègues sénateurs de la Mayenne, de la Loire Atlantique, de la Vendée, du Loir-et-Cher, de cette obligation impérieuse. Après tout, elle est appliquée au parlement européen et donc faisons un progrès tout simple, désormais en France, quand on votera c'est que l'on sera là et tous les votes seront publics. Voilà... c'est simple.

Et tout aussi simple le fait de dire : pour les députés en France, il n'y aura plus de cumul de mandats, situation exceptionnelle qu'aucun pays européen n'accepte !

Vous voyez que si on change le logiciel, tout change, et que par exemple, dans notre pays désormais, pour toutes les élections à venir, on reconnaisse la validité du vote blanc parce qu'on n'est pas moins citoyen quand on va voter pour dire que l'offre politique ne correspond pas à votre attente, que quand on va voter en se rangeant, à son corps défendant, pour soutenir un candidat que l'on n'a aucune envie de voir élu. C'est aussi simple que cela.

Ne voyez dans cette affaire-là aucune allusion à des épisodes ultérieurs d'élections par exemple présidentielles. Je n'ai nullement cela à l'esprit. Je défends le vote blanc pour toutes les élections, y compris les élections locales, législatives, cantonales, régionales, partout où la volonté du citoyen doit s'exprimer.

Et puis, je propose que l'on change la règle qui fait que par exemple l'élection présidentielle soit financée de manière que constamment le soupçon pèse sur la manière dont cette élection présidentielle est financée. Je m'empresse de vous dire, jamais alors, nous ne mangeons pas de ce pain-là, et même nous avons choisi une fois pour toutes de dépenser moins que les autres parce que l'on pense qu'il n'est pas nécessaire d'avoir beaucoup d'argent pour avoir beaucoup d'idées, et j'essaierai de défendre les idées devant vous.

Par exemple quand je vois les millions qui ont été dépensés dimanche dernier en location de TGV, en location de bus, en organisation de kermesses splendides dans les endroits les plus magnifiques de la République, tout cela pour ne rien dire aux citoyens français, je me dis que c'est de l'argent gaspillé et gâché !

Je suis pour la moralisation de la vie publique dans notre pays, et vous verrez le complément des mesures que je propose sur la profession de foi que vous avez reçue ou que vous allez recevoir, y compris avec les dates précises d'application des dispositions que je propose aux Français. Voilà.

Nous avons décidé de faire de l'élection présidentielle ce qu'elle doit être, c'est-à-dire le moment où un peuple choisit son avenir, le moment où il décide du cap en même temps qu'il choisit le capitaine qu'il se donnera. Nous avons décidé de remettre l'élection présidentielle sur sa base, de la remettre d'aplomb, et nous avons décidé que dans cette élection présidentielle on allait réintroduire un peu d'une vertu qui a disparu depuis si longtemps et dont l'absence nous a conduits où nous sommes :

Nous allons y réintroduire un peu de bon sens, un peu de bons sens, beaucoup de vérité et beaucoup de volonté, parce que c'est à partir du bon sens et de la vérité que l'on rétablit la volonté d'un peuple !

Et tout cela, mes chers amis, nous allons le faire tous ensemble parce que, comme vous l'avez compris, changer le logiciel c'est aussi changer cette vision absurde qui consiste à expliquer que dans un pays il n'y a pas de politique s'il n'y a pas de guerre civile perpétuelle entre un camp et l'autre camp. Cela nous paralyse, cela nous empêche d'agir, cela nous empêche de vouloir, cela dissimule la vérité dont les Français ont besoin et cela rend impossible l'application d'une politique courageuse parce que si vous coupez le pays en deux, alors vous mettez chacun de ces deux camps sous l'influence prééminente des extrêmes. Les uns sont sous l'influence de l'extrême-droite, les autres sont sous l'influence de l'extrême-gauche, et il n'est jamais aucun peuple qui se soit sorti de ces difficultés sous l'influence des extrêmes. Les extrêmes conduisent les peuples dans le mur.

Et il n'y a qu'un seul projet politique, il n'y a qu'un seul courant politique et qu'un seul candidat dans cette élection qui garantisse aux Français que grâce aux votes qui se porteront sur lui, les extrêmes seront tenus à l'écart. Un seul courant politique, un seul projet politique, un seul candidat qui garantisse qu'au contraire, la force centrale principale garantira l'équilibre du pays et lui permettra d'affronter les yeux ouverts toutes les difficultés qu'il a à rencontrer sans jamais tromper les citoyens devant lesquels nous avons fait serment de vérité !

Voilà l'enjeu de cette élection. Et vous comprenez à quel point dès lors le premier tour est vital, le premier tour est crucial.

L'enjeu de cette élection, ce n'est pas le deuxième tour, c'est réellement le premier.

Si vous choisissez le deuxième tour dont on vous explique depuis des mois et des mois qu'il est décidé à l'avance et que l'on ne peut pas faire autrement, et que d'ailleurs il ne faut même pas aller voter puisqu'on sait que forcément c'est ces deux-là qui se retrouveront au deuxième tour, si vous choisissez cela, alors en même temps vous décidez de continuer comme c'est depuis des années et des décennies. Vous choisissez de ne rien changer. Vous choisissez d'avoir devant vous des partis qui rivaliseront et se succéderont, mais dont le logiciel, dont la pratique, dont la manière de voir les choses sera toujours exactement la même. Ce seront les mêmes habitudes de pensée. Ce seront les mêmes compromissions. Excusez-moi de le dire au passage, ce seront les mêmes affaires que l'on continuera à retrouver d'année en année, et on verra les cadavres sortir des placards les uns après les autres.

Si vous voulez que cela change, et je suis sûr que vous le voulez... le voulez-vous ? (La salle : "oui !!!")

Eh bien, si vous voulez que cela change, c'est au premier tour que cela changera !

Et c'est votre mobilisation que nous décidions ce soir à Nantes qui fera changer les choses, pour que le 22 avril prépare un 6 mai qui soit réellement le changement d'avenir, le changement d'espoir dont la France a besoin !

Merci à tous !
